

NAIIONS UNIES
CONSEIL
DE TUTELLE



LIMITEE

T/AC.41/SR.5

21 juin 1951

FRANCAIS

ORIGINAL: ANGLAIS

DOCUMENTS

INDEX UNIT

MASTER

Neuvième session

31 JUL 1951

COMITE AD HOC POUR LES PETITIONS

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA CINQUIEME SESSION

Tenue à Flushing Meadow, New-York,
le mercredi 13 juin 1951, à 11 heures.

SOMMAIRE

- Examen des pétitions concernant la Somalie sous administration italienne
(T/908, T/L.169, T/PET.11/3, T/PET.11/7, T/PET.11/9, T/PET.11/10,
T/PET.11/13) (suite).

PRESENTS

Président :

Le prince WAN WAITHAYAKON

Thaïlande

Membres :

M. MUNOZ

Argentine

M. WENDELEN

Belgique

M. STRONG

Etats-Unis d'Amérique

M. SCOTT

Nouvelle-Zélande

M. SOLDATOV

Union des Républiques
socialistes soviétiques

Egalement présents :

M. della CHIESA

Italie

M. FORNARI

Représentant spécial pour
le Territoire sous tutelle
de la Somalie

Secrétariat :

M. RAPOPORT

Secrétaire du Comité

EXAMEN DES PETITIONS CONCERNANT LA SOMALIE SOUS ADMINISTRATION ITALIENNE
(T/908, T/L.169, T/PET.11/3, T/PET.11/7, T/PET.11/9, T/PET.11/10, T/PET.11/13
(suite)

Pétition des chefs et notables du district de Galcaio et de cinq personnes résidant en Ethiopie.

Le PRESIDENT déclare que, conformément à la décision du Comité d'examiner ensemble toutes les pétitions relatives à une seule et même question, le représentant spécial pour le Territoire sous tutelle est libre de présenter des observations non seulement sur le document T/PET.11/3, mais encore sur les autres pétitions traitant de la question générale de l'ordre public, qui fait l'objet des paragraphes 161 à 172 inclusivement du document T/L.169.

M. WENDELEN (Belgique) fait observer que la première communication figurant dans le document T/PET.11/3 concerne les incidents de Baidoa. Il ressort des explications données au Comité et au Conseil de tutelle par l'Autorité chargée de l'administration que la question a été résolue de façon satisfaisante, car la situation dans le Territoire est maintenant tout à fait différente de ce qu'elle était lorsque les pétitionnaires ont envoyé leur télégramme. M. Wendelen propose que le Secrétariat prépare un projet de résolution qui ferait état des observations de l'Autorité chargée de l'administration et de l'amélioration de la situation; le Comité l'examinera à une séance ultérieure.

M. STRONG (Etats-Unis d'Amérique) appuie la proposition de représentant de la Belgique et souligne que le projet de résolution doit tenir compte non seulement des explications écrites de l'Autorité chargée de l'administration, mais encore de toute la discussion qui a eu lieu au Conseil de tutelle sur cette question.

M. SCOTT (Nouvelle-Zélande) s'associe aux représentants de la Belgique et des Etats-Unis.

Répondant à une observation de M. SOLDATOV (Union des Républiques socialistes soviétiques), M. FORNARI (Représentant spécial) déclare qu'un rapport du Conseil consultatif indique qu'en janvier 1951 la situation à Baidoa semblait avoir été réglée de façon satisfaisante. La pétition d'avril 1951 de la Ligue de la jeunesse somalie (T/PET.11/40) ne fait pas mention des incidents de Baidoa, si ce n'est dans une annexe datée de juillet 1950. Etant donné que les renseignements les plus récents confirment que la situation à Baidoa

est maintenant normale, M. Fornari ne pense pas que l'on puisse déduire de la dernière pétition que la situation n'est toujours pas satisfaisante.

En ce qui concerne le fond de la question, M. Fornari rappelle aux membres du Comité ses déclarations antérieures et souligne que les pétitionnaires se sont déclarés parfaitement satisfaits des indemnités et des subventions supplémentaires que leur a versées l'administration italienne.

M. SOLDATOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) rappelle qu'à la précédente séance du Conseil de tutelle, sa délégation a déclaré qu'elle ne pouvait accepter comme satisfaisante la déclaration de l'Autorité chargée de l'administration selon laquelle la question aurait été réglée et il n'y aurait plus de réclamations en cours. A l'appui de son opinion, la délégation de l'URSS a cité les pétitions les plus récentes qui sont parvenues à l'Organisation des Nations Unies, c'est-à-dire celles qui sont jointes au document T/PET.11/40: elles indiquent clairement que l'on n'a pas donné satisfaction aux revendications /des parties lésées. En outre, la décision prise la veille par le Conseil de tutelle d'ajourner de 24 heures toute décision sur la question de savoir si la mission de visite devrait être chargée d'étudier sur place les questions soulevées dans la pétition T/PET.11/40 semble indiquer que l'on ne doit pas traiter de façon sommaire la question des incidents de Baidoa, mais au contraire l'examiner de façon complète et détaillée. Dans ces conditions, M. Soldatov ne peut donc pas donner son appui à la proposition du représentant de la Belgique.

Après avoir examiné soigneusement les divers documents, la délégation de l'URSS s'est fait une idée exacte des événements qui ont eu lieu et des mesures que devrait prendre le Conseil de tutelle. Il ressort clairement des faits que l'Autorité chargée de l'administration a pratiqué une politique antidémocratique et a violé les droits de la population autochtone. M. Soldatov propose donc au Comité d'adopter un projet de résolution visant à recommander que l'Autorité chargée de l'administration abandonne sa politique antidémocratique et prenne des mesures pour interdire dorénavant toute atteinte aux droits de la population autochtone. Ce projet de résolution, qui devrait être soumis au Conseil pour adoption, chargerait, en outre, la mission de visite de procéder à une enquête sur la situation exposée dans les documents T/PET.11/3, T/PET.11/10, T/PET.11/40 ou toute autre pétition portant sur le même sujet.

Le PRESIDENT fait observer que les deux pétitions qui font l'objet du document T/PET.11/3 n'ont pas le même caractère : la première est d'une nature plus générale. Aussi le Président estime-t-il que la proposition de la Belgique qui a trait à la première pétition est parfaitement recevable. La deuxième pétition, qui est une demande de réparations émanant de quelques particuliers, devrait faire l'objet d'un examen séparé. Il rappelle, en outre, que le Comité n'est pas saisi du document T/PET.11/40, étant donné que ce document a été reçu après expiration du délai prévu et que l'Autorité chargée de l'administration n'a consenti à examiner que les pétitions T/PET/11.1 à T/PET.11/32 inclusivement. En conséquence, il conviendrait de demander au Secrétariat de rédiger, aux fins d'examen par le Comité, deux projets de résolution fondés sur les propositions des représentants de la Belgique et de l'URSS.

M. WENDELEN (Belgique) estime qu'il n'existe pas de réelle divergence de vues entre le représentant de l'URSS et lui-même. Pour sa part, il ne croit pas que l'on puisse accuser l'Autorité chargée de l'administration d'avoir adopté de propos délibéré une politique antidémocratique qui serait à l'origine d'incidents engendrés, en fait par ^{une} atmosphère de tension générale. Il reconnaît cependant qu'il ne faut pas trancher la question de l'indemnisation des parties lésées sans avoir obtenu des renseignements complémentaires. Il pense en outre que toute enquête sur place relative aux accusations qui font l'objet de la pétition devrait être menée à Baidoa, où les incidents se sont produits, plutôt qu'à Galcaio qui se trouve assez loin de l'endroit où ces événements ont eu lieu.

Aucune observation n'ayant été présentée au sujet de la deuxième pétition reproduite au document T/PET.11/3, qui émane de cinq personnes résidant en Ethiopie, le PRESIDENT demande au Secrétariat de préparer un projet de résolution qui tiendra compte des observations formulées par l'Autorité chargée de l'administration.

Pétition des chefs, notables et dirigeants de la Ligue de la jeunesse somalie, section de Kismayu (T/PET.11/7).

M. SOLDATOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) estime que le Conseil devrait recommander à l'Autorité chargée de l'administration de prendre des mesures en vue d'abolir la discrimination raciale.

Le PRESIDENT demande au Secrétariat de préparer deux projets de résolution qui tiendront compte des observations formulées par l'Autorité chargée de l'administration et de l'opinion que vient d'exprimer le représentant de l'URSS.

Pétition de la Ligue de la jeunesse somalie, section de Bender Kassim (T/PET.11/8)

Répondant à une question de M. WEINDELEN (Belgique), M. FORNARI (Représentant spécial) déclare que le sens exact de la plainte qui fait l'objet de la pétition ne lui est pas très clair. Toutefois, si les pétitionnaires protestent contre le fait que certaines personnes ont été désignées pour faire partie du Conseil territorial, M. Fornari est en mesure de déclarer que ce n'est pas le Commissaire, mais bien les délégués réunis à Bender Kassim qui ont choisi les candidats à ce Conseil. Il explique d'autre part que lesdits candidats au Conseil territorial ont été désignés au titre de représentants de tribus et non en tant que représentants de partis politiques.

M. STRONG (Etats-Unis d'Amérique) croit comprendre que les membres du Conseil territorial sont choisis parmi les candidats désignés par les conseils régionaux, dont les membres sont choisis par les Conseils de résidence. Il demande s'il existe des dispositions permettant aux partis politiques d'être représentés aux conseils de Résidence.

M. FORNARI (Représentant spécial) répond affirmativement.

M. SOLDATOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) rappelle que sa délégation a déjà fait observer que l'Autorité chargée de l'administration freine l'évolution politique du Territoire en maintenant et en favorisant l'ancien système des tribus. La pétition en examen indique clairement que

l'Autorité chargée de l'administration, loin d'examiner en toute équité et en toute impartialité les vues exprimées par les différents partis, s'efforce d'affaiblir la Ligue de la jeunesse somalie et d'"italianiser" l'ensemble du Territoire. A son avis, l'Autorité chargée de l'administration a elle-même intérêt à ce qu'il soit procédé à une enquête approfondie afin d'établir les faits. En conséquence, il propose au Comité de recommander au Conseil d'adopter un projet de résolution qui chargerait la mission de visite d'étudier sur place les faits mentionnés dans la pétition.

M. WENDELEN (Belgique) estime que les explications fournies par l'Autorité chargée de l'administration sont satisfaisantes; en effet, les conditions particulières qui règnent dans le Territoire ne permettent pas d'espérer qu'on puisse y établir dès maintenant un régime politique satisfaisant. Pour le moment, il ne faut pas condamner péremptoirement le système des tribus, ni critiquer l'Autorité chargée de l'administration en se fondant sur les résultats qu'elle a obtenus jusqu'à présent.

M. STRONG (Etats-Unis d'Amérique) fait observer que la tâche qui consiste à donner des institutions plus démocratiques aux tribus des territoires ^{qui ne s'administrent pas eux-mêmes} n'est pas un problème nouveau; il s'agit de trouver la meilleure manière de modifier le système des tribus pour pouvoir lui substituer peu à peu un système plus démocratique. Il estime qu'il conviendrait d'encourager les efforts des éléments non traditionalistes du Territoire pour faire entendre leur voix et d'inviter l'Autorité chargée de l'administration à faire à tous les échelons administratifs tout son possible en la matière. M. Strong voudrait savoir si l'Autorité chargée de l'administration a pris des dispositions pour créer des conseils municipaux dans les régions où il n'en existe pas encore, comme par exemple dans la région septentrionale.

M. FORNARI (Représentant spécial) déclare que les observations que vient de formuler le représentant des Etats-Unis reflètent clairement les intentions du Gouvernement italien en ce qui concerne le Territoire de la Somalie. Il est prévu qu'un conseil municipal sera créé le 1er juillet 1951 à Mogadiscio et qu'au cours des six mois à venir des conseils analogues seront établis dans certaines villes de l'intérieur du Territoire. Pour ce qui est

du mode de désignation des membres de ces conseils, l'Autorité chargée de l'administration a décidé, après avoir longuement étudié la question et consulté le Conseil consultatif, que les nominations seraient faites par les conseils de Résidence. M. Fornari précise que l'on tiendra compte de la nécessité d'augmenter graduellement la représentation des partis politiques. Le Gouvernement italien pense, tout comme la délégation des Etats-Unis d'Amérique, qu'il est souhaitable de prendre des mesures en vue d'établir un système d'administration plus démocratique, mais M. Fornari souligne que pour mener cette tâche à bonne fin il faut procéder à une vaste campagne d'éducation de la population, ce qui ne peut pas être réalisé du jour au lendemain.

Le PRESIDENT demande au Secrétariat de préparer à l'intention du Comité deux projets de résolution qui tiendront compte des observations formulées au cours de la discussion et de la proposition de la délégation de l'URSS.

Pétition de MM. Abshir Hassan, Yusuf Mussa Abuker, Abdurahman/ Yusuf, Mohamud Omar, Mohamud Abdi Nur, Omar Abdullé, Farah Jibril et Hussein Warsama (T/PET.11/10)

M. WENDELEN (Belgique) propose que, comme dans le cas de la pétition T/PET.11/3, le Comité ajourne sa décision finale et revienne à cette question plus tard, en demandant au Secrétariat de préparer entre temps un projet de résolution qui tiendra compte des renseignements fournis par l'Autorité chargée de l'administration au sujet des incidents de Baidoa.

Il en est ainsi décidé.

Pétition de la Ligue de la jeunesse somalie, comité local de Dolo (T/PET.11/13)

M. STRONG (Etats-Unis d'Amérique) rappelle que le représentant de l'Autorité chargée de l'administration a signalé que dans l'échange des aménités protocolaires certains groupes ont pu être négligés par inadvertance. Comme la population locale attache une grande importance à des questions de ce genre, il demande si des mesures ont été prises pour s'assurer que de tels faits ne se reproduiraient pas.

M. FORNARI (Représentant spécial) répète que tout manque d'égards qui a pu être constaté a été dû à une négligence et n'a pas été intentionnel. Il donne au représentant des Etats-Unis l'assurance que le résident en cause a reçu des instructions très strictes lui rappelant qu'aucune discrimination ne devra être faite entre les représentants des différents groupes ethniques ou partis politiques et qu'aucun d'entre eux ne devra être oublié dans les invitations.

M. STRONG (Etats-Unis d'Amérique) remercie le représentant spécial des assurances qu'il vient de donner et propose qu'on tienne compte de ces assurances, ainsi que des observations écrites de l'Autorité chargée de l'administration, lors de la rédaction du projet de résolution.

Le PRESIDENT invite le Secrétariat à faire en sorte qu'il en soit ainsi.

Pétition de la Ligue de la jeunesse somalie, Mogadiscio (T/PET.11/14)

M. SOLDATOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) estime que la pétition se passe de tout commentaire. Il propose au Comité d'approuver un projet de résolution ayant la teneur suivante :

"Le Conseil de tutelle, prenant acte des faits décrits dans la pétition T/PET.11/14, qui démontrent la politique antidémocratique de l'Autorité chargée de l'administration à l'égard des populations du Territoire sous tutelle, charge la mission de visite d'étudier sur place les questions soulevées dans ladite pétition."

M. WENDELEN (Belgique) estime que l'adoption d'un tel projet de résolution par le Comité nuirait aux auteurs de la pétition. Ces derniers sont des hommes de valeur ayant une activité politique importante; ils sont appelés à jouer un rôle actif dans le développement de l'indépendance du Territoire. Une telle résolution orienterait inévitablement leur activité vers une opposition acharnée et stérile contre l'Autorité chargée de l'administration. M. Wendelen estime que le Comité devrait s'efforcer d'adopter un texte constructif en ce qui concerne les questions générales soulevées dans la pétition, et appeler l'attention des pétitionnaires sur la nécessité de développer le Territoire conformément à ses véritables intérêts lorsqu'il deviendra indépendant.

M. STRONG (Etats-Unis d'Amérique) approuve entièrement les observations du représentant de la Belgique. Il fait remarquer, en outre, que les questions générales soulevées dans la pétition sont à peu de choses près celles que le Conseil de tutelle étudie dans son examen du rapport annuel; par conséquent, toute décision prise par le Comité ne devrait avoir qu'un caractère provisoire, afin de ne pas être éventuellement en contradiction avec les décisions du Conseil.

Le PRESIDENT rappelle qu'il a déjà été convenu que les décisions du Comité portant sur des questions qui doivent être examinées par le Conseil n'auraient qu'un caractère provisoire.

M. SOLDATOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) déclare, en réponse au représentant de la Belgique, que si le Comité envisage la question du point de vue du besoin ou du désir de consolider les intérêts colonialistes dans le Territoire, il y a évidemment pas lieu d'adopter le projet de résolution qu'il a proposé. Cependant, le Conseil de tutelle a plutôt pour devoir de s'attacher à stimuler les activités de la population en vue de préparer son indépendance. La pétition en examen expose un certain nombre de faits très graves concernant la politique antidémocratique de l'Autorité chargée de l'administration. M. Soldatov s'est borné à proposer que le Comité prenne note de ces faits. Son projet de résolution a trait essentiellement à la nécessité d'une enquête sur place par la mission de visite. Il ne voit pas de quelle manière cette enquête pourrait nuire à la Ligue de la jeunesse somalie.

La pétition formule une accusation grave et circonstanciée de politique coloniale fasciste et demande à l'Assemblée générale de revoir sa décision en ce qui concerne la tutelle du Territoire. M. Soldatov estime par conséquent que les observations du représentant de la Belgique au sujet de sa proposition sont grotesques et absurdes. Cependant, il ne soulèvera pas d'objections contre la procédure proposée par le Président, c'est-à-dire que toute décision du Comité soit considérée comme provisoire.

M. WENDELEN (Belgique) dit qu'il est très facile de rejeter toute suggestion en la qualifiant de "colonialiste", au sens péjoratif de ce terme. Il est ridicule de suggérer qu'on cherche à consolider le système colonial dans un Territoire qui doit obtenir son indépendance dans neuf ans.

M. Wendelen propose que pour les questions générales qu'il ne peut pas trancher lui-même, le Comité s'en tienne aux recommandations que le Conseil de tutelle adoptera à la suite de l'examen du rapport annuel. En ce qui concerne les questions particulières soulevées dans la pétition, qui sont du ressort du Comité, on pourrait demander de nouveaux renseignements au représentant spécial. Le Comité devrait peut-être examiner les cinq points précis exposés aux pages 12, 13 et 14 de la pétition, ainsi que les accusations au sujet d'arrestations arbitraires. M. Wendelen aimerait savoir si les prisonniers dont il est question ont été arrêtés pour des raisons politiques et s'ils ont bénéficié de l'amnistie.

La pétition est fort importante et a été rédigée d'une façon intelligente; il ne serait guère utile d'adopter à son sujet une résolution passe-partout telle que celle proposée par le représentant de l'Union soviétique.

M. STRONG (Etats-Unis d'Amérique) est également opposé à la procédure préconisée par le représentant de l'URSS. La mission de visite devra de toute façon s'enquérir des vues des principaux partis politiques, notamment de la Ligue de la jeunesse somalie sur les aspects importants de l'administration du Territoire dont traite la pétition. Par conséquent, il n'est pas nécessaire de la charger expressément de procéder à une telle enquête, étant donné surtout qu'au moment de son arrivée dans le Territoire, les opinions exprimées par les pétitionnaires seront déjà vieilles d'un an.

M. SOLDATOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) rappelle, à l'intention du représentant des Etats-Unis, qu'au cours de sa quatrième session, le Conseil de tutelle a examiné une pétition vieille de quatre années, concernant les terres de la tribu des Bakouiris, au Cameroun sous administration britannique, et qu'il a décidé de faire étudier cette question par la mission de visite. Conformément à cette procédure, M. Soldatov propose à nouveau que les questions soulevées dans la pétition T/PET.11/14 soient étudiées sur place. A ce sujet, il n'entend nullement limiter la mission de visite à l'étude des événements qui se sont déroulés il y a un an.

M. Soldatov précise que si le représentant des Etats-Unis désire présenter des amendements à son projet de résolution, il sera heureux de les examiner, car il désire que les décisions du Conseil de tutelle aient un caractère constructif.

M. SCOTT (Nouvelle-Zélande) estime qu'il y a une différence entre la pétition des Bakouiris mentionnée par le représentant de l'URSS et la pétition actuellement étudiée par le Comité. La pétition des Bakouiris traitait essentiellement de la question concrète de l'aliénation des terres de la tribu, alors que la pétition en examen traite de questions générales qui seront examinées par le Conseil de tutelle; la résolution qui sera adoptée doit tenir compte des décisions d'ensemble du Conseil. M. Scott ne peut donc accepter la suggestion du représentant de l'URSS, tendant à limiter l'action du Comité à l'adoption du projet de résolution qu'il a proposé. Cette pétition demande à être examinée d'une manière plus approfondie et doit recevoir une réponse détaillée.

En ce qui concerne la question de la mission de visite, M. Scott fait observer que le représentant spécial a dit au Conseil de tutelle que l'Administration considère la Ligue de la jeunesse somalie comme un parti d'opposition et qu'elle est heureuse de recevoir toute suggestion constructive formulée par ce parti. Il est certain qu'une des premières tâches de la mission de visite consistera à examiner les suggestions et les critiques de la Ligue et il serait superflu de lui donner des instructions expresses à ce sujet.

En réponse à une demande de renseignements complémentaires formulée par M. WENDELEN (Belgique) au sujet des points a), c), d) et e), pages 12, 13 et 14 du document T/PET.11/14, M. FORNARI (Représentant spécial) rappelle que la pétition a été soumise tout d'abord par la Ligue de la jeunesse somalie à la cinquième session de l'Assemblée générale, afin d'inciter celle-ci à modifier les dispositions du projet d'accord de tutelle pour la Somalie. La pétition a été examinée au cours de la séance du 15 novembre 1950 de la Quatrième Commission, mais l'Assemblée générale n'a pas décidé de modifier le projet d'accord de tutelle.

En ce qui concerne le point a), M. Fornari précise que l'Italie, lorsqu'elle a organisé l'administration de la Somalie, s'est efforcée d'utiliser les fonctionnaires qui connaissent le pays et les problèmes qui s'y posent. Le fait que ces fonctionnaires ont pu exercer leurs fonctions sous l'administration antérieure est d'importance secondaire. A moins qu'il ne soit établi par des preuves concrètes que ces fonctionnaires ont agi à l'encontre de l'esprit de l'Accord de tutelle, les objections soulevées contre leur emploi sont le produit de simples préjugés et non d'un jugement pondéré.

En ce qui concerne le point c), la recommandation de l'Assemblée générale a été strictement observée. Le drapeau des Nations Unies a flotté à plusieurs occasions aux côtés du drapeau italien. De plus, tant que la Somalie reste un territoire sous tutelle, son drapeau national est le drapeau de l'Autorité chargée de l'administration. Néanmoins, la question du drapeau national de la Somalie, lorsqu'elle obtiendra l'indépendance, a été soulevée dans une commission du Conseil territorial; aucune conclusion n'a été atteinte et la question a été renvoyée au Conseil territorial; le Conseil consultatif des Nations Unies sera prié de donner son avis en la matière.

Pour ce qui est du point d), M. Fornari précise que d'une manière générale seuls les différends entre musulmans et non-musulmans sont jugés par des non-musulmans; de même, seuls les différends entre autochtones et étrangers sont jugés par un étranger. Il fait observer qu'en tout cas il est toujours possible d'en appeler d'une décision. De plus, les organes compétents de l'Administration étudient de nouveaux règlements judiciaires qui donneront satisfaction, il faut l'espérer, au désir des autochtones d'avoir une participation plus grande à l'administration de la justice.

M. SOLDATOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) conteste que la pétition soit d'ordre général et ne doive donc être renvoyée à la mission de visite. Au contraire, la pétition soulève plusieurs questions concrètes: le cas de personnes envoyées à La Mecque aux frais du Territoire sous tutelle, le transfert d'un certain nombre de personnes à des postes moins responsables et l'emprisonnement injuste d'autres personnes; elle donne même une liste des intéressés. Ce sont là autant de faits concrets et l'argument du représentant de la Nouvelle-Zélande est donc dénué de tout fondement.

M. FORNARI (Représentant spécial) informe le Comité que toutes les personnes qui avaient été emprisonnées ont été libérées par l'amnistie de juillet 1950.

M. SOLDATOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) estime que la déclaration du représentant spécial ne fait que souligner la gravité des faits exposés dans la pétition. Des innocents ont été détenus pendant des mois et ensuite, comme leur emprisonnement constituait une violation flagrante de leurs droits, on a décidé de les libérer en masse. Une telle action prouve que la politique antidémocratique de l'Administration appelle une enquête.

Le PRESIDENT décide que le Secrétariat établira un projet de résolution qui tiendra compte des conclusions du Conseil au sujet des questions générales soulevées dans la pétition; un deuxième projet de résolution concernant les questions particulières, qui tiendra compte des observations de l'Autorité chargée de l'administration et des interventions qui ont eu lieu au Comité; un troisième projet de résolution dans le sens indiqué par le représentant de l'URSS. Le Comité examinera les trois projets de résolution au cours d'une séance ultérieure.

La séance est levée à 12 heures 45.